

Unité bidépartementale Eure Orne  
Cité administrative - Place Bonet  
CS40020  
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 01/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMIRTOM de la Région de l'Aigle**

Les Champs Rouges  
BP174 Saint Ouen sur Iton  
61300 L'aigle

Références : 61-2024-146  
Code AIOT : 0005302584

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2024 dans l'établissement SMIRTOM de la Région de l'Aigle implanté Les Champs Rouges BP174 Saint Ouen sur Iton 61300 L'Aigle. L'inspection a été annoncée le 01/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée pour constater les suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05 juillet 2023

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMIRTOM de la Région de l'Aigle
- Les Champs Rouges BP174 Saint Ouen sur Iton 61300 L'Aigle

- Code AIOT : 0005302584
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie du SMIRTOM de la région de L'Aigle, installée au lieu-dit Les Champs Rouges à Saint-Ouen-sur-Iton, est classée à autorisation pour la collecte de déchets dangereux (rubrique 2710-1) et à enregistrement pour la collecte de déchets non-dangereux (rubrique 2710-2). Le site comporte également une installation de compostage sous le régime de la déclaration (rubrique 2780-1). De plus, le site comporte une installation de transit, soumise à déclaration pour les déchets en mélange (rubrique 2716) et les déchets triés (rubrique 2714).

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est implanté à l'emplacement d'un ancien incinérateur. Des mâchefers ont été enfouis sous les installations. Une surveillance des eaux souterraines est prescrite par arrêté du 16 juillet 2018. Par courrier du 30 août 2023, le SMIRTOM a sollicité l'arrêt de cette surveillance. Ce dossier est en cours d'évaluation par les services de l'inspection des installations classées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement du site	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 6	Sans objet
2	Moyens de secours	AP de Mise en Demeure du 05/07/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 05/07/2023, article 1	Levée de mise en demeure
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.1	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées prend acte de la régularisation de la situation et que, par suite, des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. La mise en demeure du 05 juillet 2023 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Classement du site

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, et tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Tous les plans, schémas relatifs à ces installations seront à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>=&gt; Une mise à jour de la situation administrative du site est nécessaire. Un courriel récapitulatif des changements de capacité de la déchetterie a été envoyé par l'exploitant le 10 mai 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral du 30 juillet 2013, qui actualise le tableau des rubriques de la nomenclature ICPE de l'établissement, autorise une quantité maximale de déchets dangereux au sein de la déchetterie de 17 tonnes. Dans son courrier d'actualisation du 10 mai 2023, l'exploitant fait état d'une quantité maximale de déchets dangereux de 27,5 tonnes. Cette augmentation de tonnage dépasse en elle-même le seuil de l'enregistrement de la rubrique 2710-1, qui est fixé à 7 tonnes.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il allait vérifier la quantité maximale de déchets dangereux stockés sur site afin de vérifier le classement sous la rubrique 2710-1. L'exploitant confirmera sous 2 mois la quantité maximale de déchets dangereux présente au titre de l'activité de déchetterie. Si la quantité totale est supérieure ou égale à 24 tonnes, il conviendra de déposer une demande de cas-par-cas au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra confirmer sous 2 mois la quantité maximale de déchets dangereux présente au titre de l'activité de déchetterie. Si la quantité totale est supérieure ou égale à 24 tonnes, il conviendra de déposer une demande de cas-par-cas au titre de l'article R.122-2 du code de l'environnement.</p> <p>Pour le reste des modifications apportées aux installations et signalées dans le courrier du 10 mai 2023, l'exploitant est tenu de compléter ce dernier avec un dossier de porter à connaissance explicitant les incidences de ces augmentations sur l'organisation et l'environnement du site (notamment plan actualisé des installations).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Moyens de secours

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le SMIRTOM de la Région de L'Aigle est mis en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 sus-mentionné :</p> <p>Articles 18.3 et 19.13 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 d'Autorisation</p>

<p>« L'installation doit être dotée des moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à moins de 200 mètres au plus de l'installation, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; [...] »</li> </ul> <p>Ces prescriptions seront considérées levées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à la mise en place d'une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> normalisée ou d'un dispositif équivalent, dont le caractère opérationnel est validé ;</li> <li>• à la mise en place d'une rétention étanche de volume libre minimum de 120 m<sup>3</sup>.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été observé la mise en place d'une bache souple de 120 m<sup>3</sup>, entre les deux bassins du site. Celle-ci est associée à un poteau d'aspiration et une aire d'aspiration. L'exploitant a indiqué qu'il avait consulté le service prévision du SDIS et les pompiers de l'Aigle sur cette implantation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à transmettre le document de réception de sa réserve incendie au service DECI du SDIS de l'Orne.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

### N° 3 : Eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/07/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le SMIRTOM de l'Aigle est mis en demeure de respecter :</p> <p>Article 14.4 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 d'Autorisation d'exploiter une déchetterie et une plate-forme de compostage de déchets verts. « Les eaux pluviales recueillies sur la plateforme de compostage seront recueillies avec les jus et orientées vers un bassin étanche de 850 m<sup>3</sup> (bassin n°2 sur le plan en annexe 2). Elles seront intégralement recyclées pour l'arrosage des tas de compost et ne conduiront à aucun rejet dans le milieu naturel. »</p> <p>Ces prescriptions seront considérées levées sur justification de la suppression de la possibilité de rejets dans le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été observé que l'exutoire présent sur le bassin de 850 m<sup>3</sup> avait été condamné au moyen d'un bouchon vissé. Ce bassin qui reçoit les eaux de la plateforme de compostage est équipé d'une pompe pour permettre l'aspersion vers cette dernière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant devra justifier sous deux mois que les dispositions d'implantation du bassin de 850 m3 permettent de garantir l'absence de transferts par infiltration vers les eaux souterraines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Les différents circuits d'eaux résiduaires (pluvial, eaux usées, eaux de procédé) seront de type séparatifs. Le plan des réseaux d'alimentation en eaux et des réseaux d'évacuation faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchement et les points de rejets sera régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan des réseaux lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le plan des réseaux devra être mis à jour suite à la suppression du rejet en aval du bassin n°2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2002, article 14.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matière dangereuse ou insalubre vers le milieu naturel. Les aires comportant des installations où un écoulement accidentel d'effluents liquides est à craindre, doivent être étanches et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci vers des capacités de rétention. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un courrier de l'installateur (société PML) certifiant que la cuve de 3000l d'Ad-Blue possédait bien une double-paroi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite